



Objet : Stationnement interdit
Circulation en alternance par feux tricolores
Circulation interdite - mise en place de déviations
Travaux de voirie
Rue Edmond Pigoreau

Le Maire de la Ville de LILLEBONNE,

Vu les articles L.2122.27, L. 2212.1, L2213.2 et L.2212.2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route portant recueil des textes qui réglementent la circulation,

Vu les arrêtés du 24 novembre 1967 et du 7 juin 1977 modifiés, relatifs à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'arrêté municipal n° 296/2016 du 24 octobre 2016, portant réglementation générale de la circulation et du stationnement, dans l'agglomération,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 relatif à la signalisation routière temporaire,

Vu l'intervention de l'entreprise EUROVIA, pour le compte de Caux Seine Agglo,

Considérant l'emprise de ces travaux sur la chaussée et la nécessité d'assurer la sécurité du chantier et des usagers.

ARRÊTE

Article 1 : La circulation se fera en alternance par feux tricolores, rue Edmond Pigoreau.

Article 2 : Le stationnement sera interdit, rue Edmond Pigoreau.

Article 3 : La circulation sera interdite ponctuellement pendant la durée des travaux. Des déviations seront mises en place à cet effet.

Article 4 : La présignalisation et la signalisation seront à la charge de l'entreprise EUROVIA.

Article 5 : Cette mesure prend effet à partir du 9 juillet au 10 août 2018.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Lillebonne, Monsieur le Commandant de Police Bolbec / Lillebonne, Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie de Notre-Dame-de-Gravenchon, Monsieur le Chef de Centre du CIS Lillebonne, Monsieur le Chef de la Police Intercommunale, Monsieur l'Ingénieur Subdivisionnaire de l'Équipement, l'entreprise EUROVIA, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur est transmise.

Le Maire, Certifie sous sa responsabilité le Caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.



Fait à Lillebonne, le 4 juillet 2018
Par délégation du Maire,

Patrick WALCZAK.